


# Profil Pays – Sao Tomé et Principe

## 1- Informations générales

	<b>Nom complet du pays</b>	Sao Tomé et Principe
	<b>Capitale du pays</b>	Sao Tomé
	<b>Langue(s) officielle(s)</b>	Portugais
	<b>Ports Principaux</b>	Ana Chaves, Neves Santo Antonio, Fernar Dias, Cais velha, Voz de America, Ilheus das Rolas
	<b>Littoral (km)</b>	260 km

## 2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

### Lutte en mer

<b>Ministère/Département/Agence</b>	Ministère des infrastructures, des ressources naturelles et de l'environnement
<b>Point de contact en charge des questions de lutte en mer</b>	Institut Maritime et Portuaire ET Direction Générale de l'Environnement
<b>Adresse</b>	Largo das Alfandegas ; CP 868 ; Sao Tomé
<b>Téléphone</b>	(+239) 222 56 88
<b>Mobile</b>	(+239) 990 52 62 (+239) 991 12 66
<b>Fax</b>	
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:jorge@coelhoz.org">jorge@coelhoz.org</a> <a href="mailto:manrosario2000@yahoo.com.br">manrosario2000@yahoo.com.br</a>

[Lutte à terre](#)

<b>Ministère/Département/Agence</b>	Guarda bosteira
<b>Point de contact en charge des questions de lutte à terre</b>	
<b>Adresse</b>	
<b>Téléphone</b>	
<b>Mobile</b>	
<b>Fax</b>	
<b>Courriel</b>	

**3- Points de contact**

[Point Focal GI WACAF](#)

<b>Nom</b>	Manuel Fernandes de Ceita Vaz do Rosario
<b>Ministère/ Département / Agence</b>	Ministerio das Infraestructuras Rec. Natural e Ambiente
<b>Poste</b>	
<b>Adresse</b>	Avenida Nkruma – Sao Tomé C.P. 1023
<b>Téléphone</b>	(+239) 991 12 66 – 222 53 23
<b>Mobile</b>	(+239) 991 12 66
<b>Fax</b>	–
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:Manrosario2000@yahoo.com.br">Manrosario2000@yahoo.com.br</a>

[Point Focal OMI](#)

<b>Nom</b>	Jorge Coelho
<b>Ministère/ Département / Agence</b>	Ministerio das Infraestructuras, Rec. Natural e Ambiente
<b>Poste</b>	
<b>Adresse</b>	Largo das Alfandegas ; CP 868 ; Sao Tomé
<b>Téléphone</b>	(+239) 222 56 88
<b>Mobile</b>	(+239) 990 52 62
<b>Fax</b>	
<b>Courriel</b>	jorge@coelhoz.org

**4- Plan National d’Intervention d’Urgence (PNIU) en cas de déversement d’hydrocarbures**

[Élaboration du PNIU](#)

<b>Nom du PNIU</b>	Plan National d’Intervention d’Urgence en cas de déversement d’hydrocarbures
<b>Statut du PNIU</b>	En cours de finalisation
<b>Acte administratif d’approbation initial - Numéro et date</b>	
<b>Date de dernière mise à jour approuvée</b>	
<b>Comité / Groupe de travail en charge de la question</b>	

[Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

- Politique sur l'utilisation des dispersants

<b>Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants</b>	En cours de développement	
<b>L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).</b>	Première option	
<b>Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.</b>	–	
<b>Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?</b>	Pas encore	
<b>Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?</b>	Non	
<b>Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?</b>		
<b>Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?</b>		
<b>Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?</b>		
<b>Existe-t-il des stocks de dispersants ?</b>	Non	
<b>Emplacement des sites de stockage</b>		
<b>Nom</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Volume</b>

- Cartographie de sensibilité

<b>Statut des cartes de sensibilité</b>	En cours de développement (pour l'île de Príncipe). Cartes finalisées pour Sao Tomé
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	Direction générale de l'environnement – Institut Maritime et Portuaire - MARAPA
<b>Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?</b>	Oui
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	
<b>Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?</b>	De Sao Tomé, oui mais pas de Príncipe
<b>Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?</b>	Oui
<b>Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?</b>	Papier

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

<b>Statut du plan de nettoyage du littoral</b>	En cours de développement (pour l'île de Príncipe). Finalisé pour Sao Tomé
<b>Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?</b>	Guarda losteira
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	
<b>Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?</b>	Oui
<b>Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?</b>	Aiuda Nao
<b>Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?</b>	Oui mais il n'y a pas encore de plan gestion des volontaires

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

<b>Statut du plan de gestion des déchets</b>	En cours de développement (pour l'île de Príncipe). Finalisé pour Sao Tomé
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	Direction générale de l'environnement – Institut Maritime et Portuaire - MARAPA
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	
<b>Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?</b>	Oui
<b>Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?</b>	Oui
<b>Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?</b>	
<b>Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?</b>	

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

<b>Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée</b>	En cours de développement (pour l'île de Príncipe). Finalisé pour Sao Tomé
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	Direction générale de l'environnement – Institut Maritime et Portuaire - MARAPA
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	
<b>Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?</b>	Oui
<b>Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui,</b>	Direction générale de l'environnement – Institut Maritime et Portuaire

<b>lesquels ?</b>	
<b>Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?</b>	En cours

- Politique de brûlage in-situ

<b>Statut de la politique de brûlage in-situ</b>	Pas initié
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	
<b>Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?</b>	
<b>Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?</b>	

#### Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

<b>Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?</b>	Oui
<b>Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?</b>	Oui
<b>Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?</b>	Oui

- Organigramme

*(non fourni)*

[Aspects transfrontaliers/internationaux](#)

- Coopération transfrontalière/internationale

<b>Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?</b>	
<b>Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?</b>	
<b>Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier</b>	
<b>Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?</b>	

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

<b>Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?</b>	
<b>Si oui, quelle est la procédure à suivre ?</b>	

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

<b>Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?</b>	
<b>La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?</b>	
<b>Est-ce que le PNIU prend en compte les</b>	



<b>différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?</b>	
<b>Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?</b>	
<b>Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?</b>	
<b>Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?</b>	
<b>Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?</b>	

## 5- Conventions et Accords

### Prévention

<b>Nom</b>	<b>Ratification</b>	<b>Transposition dans la législation nationale</b>
<b>Convention MARPOL 73-78</b>	Oui	
<b>MARPOL IV</b>	Oui	
<b>MARPOL V</b>	Oui	
<b>MARPOL VI</b>	Non	

[Préparation et intervention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
<b>OPRC 1990</b>	Non	
<b>Protocole OPRC-HNS - 2000</b>	Non	

[Responsabilité et indemnisation](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
<b>CLC 1992</b>	Non (CLC 1969)	
<b>FONDS 1992</b>	Non	
<b>Fonds Complémentaire</b>	Non	
<b>Convention HNS 2010</b>	Non	
<b>Convention Hydrocarbures de soute – 2001</b>	Non	

[Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
<b>Convention d'Abidjan</b>	Non	
<b>Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures</b>	Non	
<b>Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)</b>	Non	
<b>Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)</b>		

## 6- Formation

<b>Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?</b>	A partir de l'année 2018
--	--------------------------

## 7- Expertise et ressources au niveau national

<b>Le gouvernement :</b>
<b>Le secteur privé :</b>

### Equipement

<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?</b>	Non
<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?</b>	Non
<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?</b>	Non

## 8- Industrie

<p><b>Quels partenaires industriels du secteur Oil&amp;Gas sont présents et opèrent dans votre pays?</b></p>	
<p><b>Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?</b></p>	
<p><b>Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?</b></p>	<p>Non</p>
<p><b>Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement</b></p>	